

Le chaos russe de Jacques Sapir, Paris, La Découverte, 1996, 323 p.

Stéphan Gobeil

Volume 16, Number 1, 1997

Prismes nationaux de la francophonie

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/040063ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/040063ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Société québécoise de science politique

ISSN

1203-9438 (print)

1703-8480 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Gobeil, S. (1997). Review of [*Le chaos russe* de Jacques Sapir, Paris, La Découverte, 1996, 323 p.] *Politique et Sociétés*, 16(1), 180–183.
<https://doi.org/10.7202/040063ar>

Le chaos russe

de Jacques Sapir, Paris, La Découverte, 1996, 323 p.

Cet ouvrage eut bien pu s'intituler *La pensée magique* ou le libéralisme stalinien! Condensé expressionniste de plusieurs années de recherche et de séjours en Russie, cette petite somme ébranle les représentations courantes que nous nous faisons souvent, de ce côté-ci de la Béringie, de l'équipe dirigeante qui sévit au Kremlin depuis 1991. Les «démocrates» auraient des comportements politiques qui feraient sourire Staline, tandis que les économistes libéraux russes, souvent les mêmes que les premiers, tentent d'imposer la pensée magique du (ultra) libéralisme, dans une marche forcée vers un chaos destructeur.

Vision apocalyptique de la situation? Parti pris idéologique de l'auteur? Force nous est de constater que l'argumentation et la somme des exemples fournis par Sapir forcent l'adhésion à ses thèses. Le chaos, donc, caractériserait aujourd'hui la Fédération de Russie aux niveaux économique, politique et militaire. Au plan économique, de loin la plus étoffée des trois analyses, Sapir affirme que la restructuration a échoué et que les Russes font plutôt face à la destruction de leur économie, à la disparition de la classe moyenne, à des clivages régionaux marqués et à une désindustrialisation massive, tout cela menant à une polarisation sociale croissante. Diagnostic sévère porté contre l'équipe dirigeante «dont le remède, écrit-il, guérit la maladie en tuant le malade» (p.289).

La transition économique visant à transformer l'économie planifiée de type soviétique en une économie de marché a, dit-il, «provoqué une forte déstabilisation de l'économie» (p.36). Qui en douterait? Mais cette déstabilisation fut génératrice d'une politique de stabilisation macro-économique mise de l'avant au détriment d'une réforme micro-économique et doublée d'un déni de la situation micro-économique: «Les contraintes macro-économiques qui résultent de l'application d'une politique d'inspiration libérale

empêchent le développement des conditions micro-économiques dont cette politique a besoin pour réussir» (p.52).

Sapir montre ainsi, par de nombreux exemples, comment les acteurs économiques réagissent à ces politiques en se recroquevillant dans une logique de troc et de contrats informels, seule à même de permettre la survie des entreprises non préparées à une logique des prix. Ces entreprises, nous dit encore l'auteur, agissent dans un marché où le système bancaire reste très fragile et fort peu efficient; où la sanctionabilité des défauts de paiement est faible, voire absente; où, donc, les incitations à l'efficacité ont cours hors d'un système de marché axé sur les prix. Sapir critique certes les positions néolibérales des Gaïdar et Tchernomyrdine, mais il affirme que même un néolibéral farouche ne peut que constater les ratés et la grossièreté de la politique mise de l'avant.

La thérapie de choc mettait de l'avant quatre objectifs fondamentaux et visait une implantation rapide, voire brutale des changements, en sorte qu'un retour en arrière soit impossible. Ces quatre objectifs étaient la liberté des prix, l'ouverture à l'économie mondiale, des restrictions financières et les privatisations. La libéralisation des prix visait à permettre aux agents économiques de prendre les bonnes décisions et d'ainsi restructurer de la manière la plus efficiente qui soit. Sapir constate que plutôt que la convergence vers une situation d'équilibre, nous avons assisté à une très forte instabilité du rouble et des prix.

L'ouverture à l'économie mondiale fut un déni de la réalité car la Russie s'écartait alors volontairement de son marché principal et naturel, la CEI qui, selon Gaïdar, constituait un fardeau plutôt qu'un partenaire valable, voire essentiel. Sapir pose ensuite la question des liens des dirigeants actuels avec les énormes entreprises d'hydrocarbure et de matières premières, premiers bénéficiaires d'une libéralisation des prix et d'une ouverture aux marchés et aux prix mondiaux; ces liens n'expliquent-ils pas d'ailleurs une politique qui, autrement, confinerait à l'aveuglement?

Le troisième élément, les restrictions financières, avait pour objectif essentiel d'assainir les finances de l'État afin de contrôler l'inflation et la pédagogie, nous dit l'auteur, afin de faire comprendre aux Russes «la valeur de l'argent». Il passe ensuite aux privatisations, quatrième élément de cette thérapie de choc, qui visaient un enjeu politique, celui de créer une nouvelle classe de capitalistes pour se débarrasser de l'ancienne élite, «le problème étant que cette ancienne élite était indispensable à ce processus. Et c'est elle qui en a profité pour acquérir le droit légal de propriété sur ce qu'elle possédait de fait avant» En somme, «l'ordre spontané n'a

pas jailli de ce cafouillis incohérent de mesures unidimensionnelles» (p.90) et le chaos économique se serait imposé. Une question nous semble posée par l'auteur quoiqu'en sourdine: ces politiques économiques sont-elles le fait de la naïveté et de l'incompétence des dirigeants actuels ou ne sont-elles pas plutôt le fait d'un volontarisme d'une classe qui en bénéficie largement? Et son corollaire, les États occidentaux, par leur silence ou leurs encouragements sont-ils aveugles ou complices?

Le conflit ouvert et armé entre l'exécutif et le Parlement en 1993, la désintégration de l'ordre institutionnel et, dirions-nous pudiquement, les événements de Tchétchénie, font dire à l'auteur que le chaos politique s'est aussi installé à demeure en Russie, établissant ainsi une rare convergence de l'économique et du politique, pour le pire bien sûr. L'auteur affirme que la réelle légitimité, ainsi que la confiance investie dans l'équipe eltsinienne à partir de 1990-1991, se sont lentement effritées au cours des deux années suivantes. Cet effritement, conséquence de difficultés économiques vécues par la population et jumelées à une intransigeance dans la politique suivie, fut constitutif d'une opposition qui prit, comme il se doit dans un système parlementaire, la forme d'une opposition parlementaire, justement. La confrontation qui s'ensuivit, selon l'auteur, marqua le début d'une dérive autoritaire ne s'étant pas démentie depuis.

Sapir note la désintégration de l'ordre institutionnel marquée par une Cour suprême qu'il dit inféodée à l'exécutif, une commission électorale du même moule, un Parlement menotté et sans pouvoir de contrôle et de sanction et une corruption généralisée du système de haut en bas. La nouvelle élite politique russe, dit-il, «n'a pas su sortir des schémas politiques staliniens du type qui n'est pas avec moi est contre moi» (p.182). Le nouveau système politique russe serait caractérisé par les luttes internes entre les différentes factions intégrées au pouvoir exécutif, ce qui provoque la confusion aux niveaux décisionnel et de la responsabilité.

La guerre en Tchétchénie serait le résultat direct de cette situation, puisqu'elle se mesure «à l'aune de la confusion institutionnelle, source d'irresponsabilités et de manipulations de toutes natures» (p.191). Sapir montre avec justesse que la multiplicité des instances décisionnelles au plan de la sécurité rend très hasardeuse toute tentative de définir avec précision qui décide quoi, pourquoi et selon quelles lignes directrices. L'appareil présidentiel, dont les pouvoirs des différents dirigeants sont mal définis, si ce n'est pas définis du tout, le Conseil national de sécurité, le FSB (successeur du KGB), les ministères de la Défense puis de l'Intérieur, voilà plusieurs instances dont les pouvoirs sont pour le

moins flous et peu délimités d'une instance à l'autre. Sapir conclut en posant la question suivante, à «savoir si le pays pouvait tolérer la poursuite de l'exercice de plus en plus minoritaire du pouvoir par un groupe alliant la corruption à l'incompétence » (p.227).

Sapir, qui a écrit les dernières lignes de cet ouvrage au printemps 1996, s'effraie de la possibilité d'une guerre civile qu'il perçoit comme probable, voire inéluctable si rien ne change. Les élections présidentielles ont eu lieu depuis, ayant eu pour résultats l'élection d'un président moribond. Y a-t-il eu des changements en profondeur? Il semble bien que non et aucune guerre civile ne semble pour le moment se profiler à l'horizon alors qu'en Tchétchénie des élections présidentielles ont eu lieu.

La question qui revient, une fois de plus est celle de savoir si ce n'est pas là une vision bien alarmiste de la situation? L'auteur exagère-t-il quelque peu en parlant de chaos économique, politique et militaire? Ne devrait-il pas simplement souligner le désordre qui semble régner après une difficile transition qui, après tout, n'est vieille que de quelques années? Toutefois, voici un ouvrage qui possède plusieurs qualités, dont la moindre n'est pas la stimulante analyse de la transition économique d'un auteur qui reste économiste avant tout. L'analyse politique, moins poussée et quelque peu spéculative, reste tout de même valable et stimulante notamment en raison des liens qu'établit l'auteur entre l'économie et le politique et par les questions qu'elle pose. Bref, voici un livre percutant et stimulant, à user plutôt comme d'un remue-méninge que comme source de référence.

Stéphan Gobeil
Université du Québec à Montréal